



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/MP.WAT/12
ECE/CP.TEIA/10
28 juillet 2003

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

RÉUNION DES PARTIES À LA CONVENTION
SUR LA PROTECTION ET L'UTILISATION
DES COURS D'EAU TRANSFRONTIÈRES
ET DES LACS INTERNATIONAUX

CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION
SUR LES EFFETS TRANSFRONTIÈRES
DES ACCIDENTS INDUSTRIELS

**RAPPORT DE LA DEUXIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE CONJOINTE
qui s'est tenue à Kiev (Ukraine) le 21 mai 2003**

À leur deuxième session extraordinaire conjointe, les Parties à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux et les Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels ont adopté le Protocole sur la responsabilité civile et l'indemnisation en cas de dommages causés par les effets transfrontières d'accidents industriels sur les eaux transfrontières se rapportant aux deux Conventions.

Introduction

1. La deuxième session extraordinaire conjointe des organes directeurs des Conventions de la CEE sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (Convention sur l'eau) et sur les effets transfrontières des accidents industriels (Convention sur les accidents industriels) s'est tenue à Kiev (Ukraine) le 21 mai 2003, à l'occasion de la cinquième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe».

2. Y ont participé des représentants des Parties à la Convention sur les accidents industriels ou à la Convention sur l'eau ci-après: Albanie, Allemagne, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Bulgarie, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Italie, Kazakhstan, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Monaco, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Ukraine et Communauté européenne.

3. Des représentants d'autres pays membres de la CEE, ainsi que d'organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales étaient présents en qualité d'observateurs (voir le rapport de la cinquième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe» – ECE/CEP/96).

4. La Commission économique des Nations Unies pour l'Europe était représentée à la réunion par la Secrétaire exécutive, M^{me} Brigita Schmögnerová, et par le Directeur de la Division de l'environnement et de l'habitat, M. Kaj Bärlund, ainsi que par le Secrétaire de la Convention sur l'eau, M. Rainer Enderlein, et par le Secrétaire de la Convention sur les accidents industriels, M. Sergiusz Ludwiczak.

I. OUVERTURE DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE CONJOINTE

5. La deuxième session extraordinaire conjointe a été ouverte par la Présidente du Groupe de travail intergouvernemental sur la responsabilité civile, M^{me} Phani Daskalopoulou-Livada (Grèce) et par le Président de la Conférence des Parties à la Convention sur les accidents industriels, M. Ernst Berger (Suisse).

II. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

6. La Réunion a adopté l'ordre du jour publié sous la cote ECE/MP.WAT/10-ECE/CP.TEIA/8.

III. RAPPORT SUR LA VÉRIFICATION DES POUVOIRS

7. M^{me} Daskalopoulou-Livada parlant également au nom de M. Berger, a fait savoir que 37 Parties à l'une des deux Conventions ou aux deux étaient représentées à la réunion. Elle a également indiqué que l'examen dont ils avaient fait l'objet avait permis de conclure que les pouvoirs présentés étaient en bonne et due forme.

IV. ÉLECTION DU BUREAU

8. La Réunion a élu à l'unanimité M. Philippe Roch, Secrétaire d'État, et Directeur de l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage de la Suisse, Président et M. Vardin Ayvazian, Ministre de l'environnement de l'Arménie, M. Miklós Persányi, Ministre de l'environnement et de l'eau de la Hongrie et M. Gheorghe Duca, Ministre de l'écologie, de la construction et de l'aménagement du territoire de la République de Moldova, Vice-Présidents de la deuxième session extraordinaire conjointe.

V. PRÉSENTATION DU PROJET DE PROTOCOLE

9. M^{me} Daskalopoulou-Livada a présenté le projet de protocole sur la responsabilité civile et l'indemnisation en cas de dommages causés par les effets transfrontières d'accidents industriels sur les eaux transfrontières et a rappelé brièvement les grandes étapes du processus de négociation.

VI. DÉCLARATIONS

10. M. Roch, M. Ayvazian, M. Persányi et M. Duca ont pris la parole. Ils ont insisté sur l'importance que présentait ce nouvel instrument juridiquement contraignant pour fixer les règles de responsabilité civile et d'indemnisation en cas de dommages causés par les effets transfrontières d'accidents industriels majeurs. Ils ont également fait observer que, une fois en vigueur, le Protocole devrait contribuer à la prévention des accidents industriels. Les orateurs ont souligné que de nouveaux efforts s'imposaient pour faciliter l'application et l'entrée en vigueur rapide du nouvel instrument.

11. M. Roch a exprimé sa gratitude à M^{me} Daskalopoulou-Livada, qui avait dirigé le processus de négociation avec une grande compétence. Il a également remercié les représentants des pays membres de la CEE, des milieux industriels, du secteur de l'assurance et des organisations non gouvernementales ainsi que les Secrétaires des deux Conventions, dont l'excellent travail avait assuré le succès de la négociation.

12. Des déclarations ont ensuite été faites par les représentants d'autres Parties, à savoir: M. Petru Lificiu, Ministre de l'eau et de la protection de l'environnement de la Roumanie et M^{me} Vasso Papandreou, Ministre de l'environnement, de l'aménagement du territoire et des travaux publics de la Grèce, qui a parlé au nom de la Communauté européenne. Cette dernière a informé la Réunion que, si elle appuyait pleinement l'adoption du Protocole, la Communauté européenne, n'était malheureusement pas en mesure de signer l'instrument à Kiev, faute d'avoir pu mener à son terme la procédure appropriée.

13. Les représentants de la Cour permanente d'arbitrage, du Centre régional pour l'environnement de l'Europe centrale et orientale et d'ECO-Forum ont fait aussi de brèves déclarations.

VII. ADOPTION DE LA DÉCISION COMMUNE CONCERNANT LE PROTOCOLE

14. Les Parties à la Convention sur les accidents industriels ou à la Convention sur l'eau présentes à la deuxième session extraordinaire conjointe ont adopté à l'unanimité une décision commune concernant le Protocole sur la responsabilité civile et l'indemnisation en cas de dommages causés par les effets transfrontières d'accidents industriels sur les eaux transfrontières, se rapportant aux deux Conventions. (Le texte de la décision est publié en annexe au présent rapport.) Ce faisant, les Parties ont adopté également à l'unanimité le Protocole proprement dit. Le texte définitif du Protocole tel qu'il a été adopté est publié sous la cote ECE/MP.WAT/11-ECE/CP.TEIA/9.

VIII. CLÔTURE DE LA DEUXIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE CONJOINTE

15. M. Roch a annoncé que le Protocole serait ouvert à la signature du 21 au 23 mai 2003 à Kiev puis jusqu'au 31 décembre 2003 au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York.

16. La Réunion a chargé le secrétariat d'établir et de finaliser son rapport, en concertation avec le Bureau de la deuxième session extraordinaire conjointe. Le Président a remercié toutes les délégations présentes de leur importante contribution aux travaux et à la prise de décisions et a prononcé la clôture de la deuxième session extraordinaire conjointe.

Annexe

**DÉCISION COMMUNE CONCERNANT LE PROTOCOLE SUR
LA RESPONSABILITÉ CIVILE ET L'INDEMNISATION EN CAS
DE DOMMAGES CAUSÉS PAR LES EFFETS TRANSFRONTIÈRES
D'ACCIDENTS INDUSTRIELS SUR LES EAUX TRANSFRONTIÈRES**

**ADOPTÉE PAR LES PARTIES AUX CONVENTIONS DE LA CEE
SUR L'EAU ET LES ACCIDENTS INDUSTRIELS À LEUR
DEUXIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE CONJOINTE
LE 21 MAI 2003**

Les Parties,

Considérant que le Protocole sur la responsabilité civile et l'indemnisation en cas de dommages causés par les effets transfrontières d'accidents industriels sur les eaux transfrontières, se rapportant à la Convention de 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux et à la Convention de 1992 sur les effets transfrontières des accidents industriels, non seulement permettra de garantir la responsabilité civile et une indemnisation en cas de dommages causés par les accidents industriels aux cours d'eau transfrontières, mais en outre contribuera à l'application concrète de mesures efficaces de sécurité à l'égard des activités dangereuses et aidera ainsi à prévenir les accidents industriels et à en limiter les effets néfastes sur la population et l'environnement,

Exprimant leur gratitude à la Suisse, pour l'initiative qu'elle a prise de lancer un processus de négociation en vue d'élaborer le Protocole à la suite d'accidents industriels tels que celui survenu à Baia Mare (Roumanie) en 2000, et à la Grèce, qui a assuré la présidence du Groupe de travail intergouvernemental sur la responsabilité civile,

Prenant note du rôle constructif joué par le secteur privé, notamment les milieux industriels et le secteur de l'assurance, et par les organisations intergouvernementales et non gouvernementales dans l'élaboration du Protocole,

Prônant des politiques propres à accroître la sécurité industrielle des activités dangereuses pour faciliter la couverture des risques,

Déterminées à envisager de prendre les mesures voulues pour devenir Parties au Protocole, notamment de renforcer les moyens dont leur système judiciaire dispose pour donner effet à ses dispositions et d'appliquer celles-ci dans toute la mesure possible dans l'attente de son entrée en vigueur,

Encourageant vivement tous les autres pays membres de la CEE qui n'ont pas encore ratifié les deux Conventions, ou n'y ont pas encore adhéré, à le faire sans plus tarder et à adhérer en outre au Protocole,

1. *Adoptent* le Protocole sur la responsabilité civile et l'indemnisation en cas de dommages causés par les effets transfrontières d'accidents industriels sur les eaux transfrontières se rapportant à la Convention de 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux et à la Convention de 1992 sur les effets transfrontières des accidents industriels;

2. *Décident:*

a) De rendre compte des dispositions qu'elles auront prises pour ratifier le Protocole à une session extraordinaire conjointe de la Réunion des Parties à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux et de la Conférence des Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels, qui devrait se tenir de préférence en 2006 et d'étudier la possibilité d'organiser cette réunion à l'occasion de la prochaine conférence ministérielle convoquée dans le cadre du processus «un environnement pour l'Europe»;

b) De prendre les dispositions voulues pour préparer la première réunion des Parties au Protocole;

c) De promouvoir les mesures nécessaires pour permettre aux Parties au Protocole d'arrêter, à leur première réunion, les seuils, limites de responsabilité et limites inférieures des garanties financières pour les pipelines, visés au paragraphe 2 de l'article 29 du Protocole.
